

Communiqué de presse des organisations syndicales CFDT, CGT et SUD de
l'Institut National de la Recherche Agronomique

La Direction Générale de l'INRA vient de convoquer un Comité Technique Paritaire le 5 mars pour donner un avis sur le décret constitutif du "Consortium National pour l'Agriculture, l'Alimentation, la Santé Animale et l'Environnement". Réunies ce jour au Salon de l'Agriculture, les organisations syndicales CFDT, CGT et SUD, représentant plus de 80% du personnel de l'INRA, estiment que ce consortium, orienté vers les recherches les plus finalisées de l'INRA, comme il est dit dans le projet de décret, peut conduire prochainement - avec la création en parallèle de l'Institut du Vivant, au dépeçage de l'INRA. D'autre part, l'enseignement supérieur agricole est inquiet pour ses petites structures, comme nous sommes inquiets pour l'avenir des petits centres non adossés à des Etablissements d'enseignement supérieur.

Les organisations syndicales demandent un large débat sur les évolutions de la recherche et l'enseignement supérieur du champ agronomique avec tous les acteurs, au premier rang desquels les personnels.

Le consortium s'inscrit dans un contexte de démantèlement des organismes publics de recherche, brutalement réaffirmé par M. N. Sarkozy lors de son discours du 22 janvier. A cette occasion, il a confirmé son objectif de transformer tous les EPST, l'INRA inclus, en agences de moyens, dont la politique scientifique serait décidée ailleurs, et dont les personnels, équipements et installations expérimentales seraient de fait au service des bailleurs de fonds, sur fond de réductions budgétaires et de suppressions d'emplois de fonctionnaires.

Face à la volonté de la Direction Générale et du ministère de passer en force, notre dernier recours est donc d'appeler au blocage des instances nationales, comme l'ont déjà effectué les personnels de l'INSERM, du CNRS et du CEMAGREF...

Les organisations syndicales CGT, CFDT, SUD appellent donc les personnels de l'INRA à se mettre en grève 5 mars pour

- le retrait du projet de décret de Consortium,
- l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir et l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur du champ agronomique.
- et à venir s'opposer, aux côtés des représentants du personnel, à la mise en place du projet de consortium en bloquant la tenue de cette réunion.

Elles donnent donc rendez-vous à tout le personnel au siège à Paris (147 rue de l'Université) le 5 mars à partir de 9 heures.

Ce même 5 mars est également une journée de mobilisation et de grève de l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, dans laquelle notre lutte contre ce projet de consortium prend tout son sens.

Fait le 27 février 2009, à Paris.